
Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS
avec les entreprises

3^e trimestre 2022

Rapport des déléguées et délégués aux relations avec
l'économie régionale destiné à la Direction générale de la BNS
pour l'examen trimestriel de la situation

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les
informations recueillies auprès de membres de la direction
d'entreprises de toute la Suisse. La BNS analyse ces
informations, puis les interprète sous une forme agrégée. Au
total, 209 entretiens ont eu lieu avec des représentantes et
représentants d'entreprises entre le 19 juillet et le 6 septembre.

Régions

Fribourg, Vaud et Valais
Genève, Jura et Neuchâtel
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Zurich

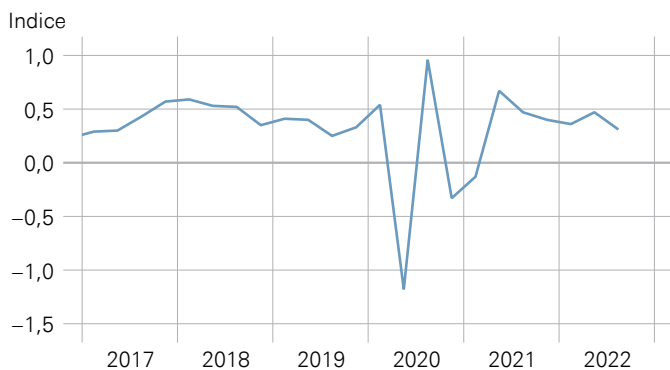
Déléguées et délégués

Aline Chabloz
Jean-Marc Falter
Roland Scheurer
Astrid Frey
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Fabian Schnell

L'essentiel en bref

- Au troisième trimestre, la croissance des chiffres d'affaires des entreprises s'est affaiblie, mais reste positive. On observe un ralentissement surtout dans le secteur des services qui, au trimestre précédent, avaient encore profité des effets de rattrapage faisant suite à la levée des mesures d'endiguement du Covid-19. En outre, un léger tassement de la croissance est observé dans la construction. Dans l'industrie, la progression des chiffres d'affaires se maintient à un niveau moyen.
- Pour les prochains trimestres, les entreprises s'attendent également à une hausse des chiffres d'affaires. Cependant, ces prévisions présentent de nombreuses incertitudes. Les foyers de tension géopolitiques pourraient limiter la disponibilité de l'énergie et aggraver de nouveau la situation en matière d'approvisionnement. En outre, les entreprises sont de plus en plus préoccupées par l'évolution des cours de change compte tenu de la récente appréciation du franc suisse.
- Malgré l'évolution positive des chiffres d'affaires, les entreprises voient leurs marges diminuer. Elles ne peuvent pas toujours répercuter entièrement la hausse des prix d'achat, notamment ceux de l'énergie, sur les prix de vente.
- Le manque de main-d'œuvre s'accroît, et de nombreuses entreprises considèrent les difficultés persistantes de recrutement comme un enjeu majeur. La situation tendue sur le marché du travail et la hausse de l'inflation se traduisent par des prétentions salariales plus élevées.

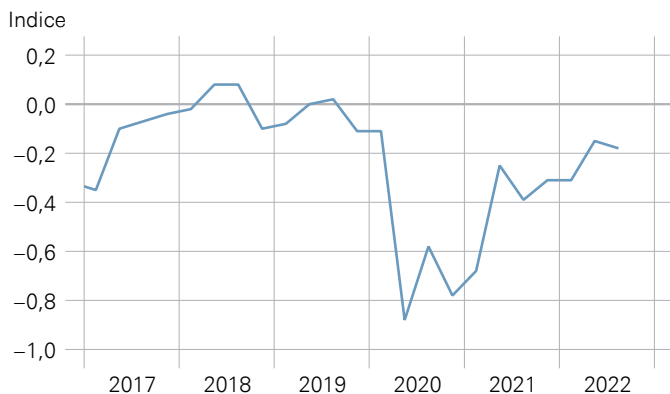
CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE



Évolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

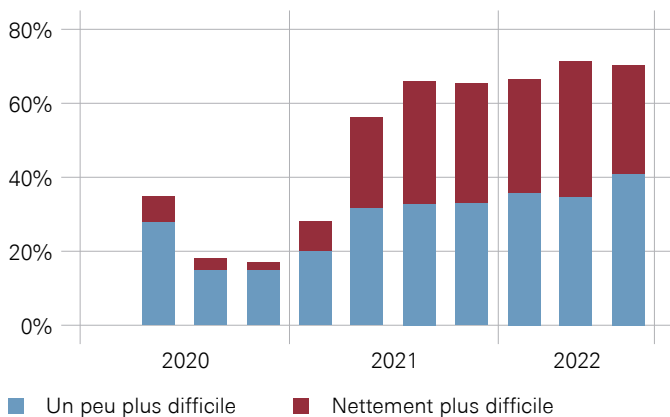
UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



Utilisation actuelle des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles par rapport au niveau normal. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure à la normale, et les négatives, une utilisation inférieure.

Source: BNS.

APPROVISIONNEMENT



Part des entreprises pour lesquelles l'approvisionnement est plus difficile qu'avant la crise du coronavirus.

Source: BNS.

SITUATION ACTUELLE

Progression des chiffres d'affaires plus faible, mais positive

Au troisième trimestre, la progression réelle des chiffres d'affaires des entreprises – c'est-à-dire corrigée des variations de prix – s'inscrit en recul, mais reste positive (voir graphique 1). Ce ralentissement est essentiellement imputable au secteur des services qui, au trimestre précédent, avait encore profité des effets de rattrapage ayant suivi la levée des mesures d'endiguement du Covid-19.

Dans l'industrie, la croissance des chiffres d'affaires se maintient à un niveau moyen. La demande en provenance des États-Unis et d'une grande partie de l'Europe connaît toujours une évolution positive; certaines entreprises observent toutefois un fort tassement de la demande venant d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Les impulsions émanant de la Chine restent peu nombreuses.

Dans la construction, la croissance fait face à un léger ralentissement au troisième trimestre. Néanmoins, les chiffres d'affaires sont nettement supérieurs à ceux enregistrés durant la même période de l'année précédente. Le niveau des commandes est soutenu par la persistance d'une forte demande de logements. En outre, la construction de bâtiments industriels et commerciaux profite des besoins accrus en surfaces de stockage et de production dans certaines branches.

Utilisation des capacités de production et de l'infrastructure proche de la normale

L'utilisation des capacités techniques de production et de l'infrastructure est proche de la normale (voir graphique 2). Bien que certaines entreprises du secteur des services disposent de surfaces de bureaux un peu trop généreuses compte tenu de la part toujours élevée que représente le télétravail, elles ont commencé à réduire leur superficie afin d'optimiser l'utilisation des capacités. Dans la plupart des entreprises de l'industrie et de la construction, l'utilisation des capacités est satisfaisante.

Premiers signes de détente au niveau de l'approvisionnement

Comme au trimestre précédent, plus de 70% des entreprises se voient confrontées à des difficultés d'approvisionnement accrues (voir graphique 3). Cependant, les signes attestant d'une détente se sont multipliés vers la fin de la période de réalisation des entretiens. Ainsi, la proportion d'entreprises dont la production est fortement entravée par les problèmes d'approvisionnement est en baisse. D'une part, les mesures prises par certaines d'entre elles, telles que la constitution de stocks plus élevés, semblent déployer leurs effets. D'autre part, les difficultés d'approvisionnement sont de plus en plus circonscrites à des produits spécifiques, et n'affectent plus la chaîne d'approvisionnement tout entière. Ainsi, pour les métaux par exemple, mais également pour le bois, la pénurie ne concerne plus que

certaines sortes de ces matériaux, ce qui a permis de détendre la situation des livraisons dans la construction. En outre, la disponibilité de certains composants électroniques semble s'améliorer légèrement; les difficultés d'approvisionnement touchant à des biens dont la production requiert l'utilisation de ces composants sont donc moins marquées. Il reste difficile dans ce segment d'acheter des installations photovoltaïques et des appareils électroménagers par exemple. Ceux-ci font en effet l'objet d'une demande extrêmement robuste du fait d'une activité soutenue dans le domaine des extensions et des rénovations.

Persistance d'effectifs tout juste suffisants et de difficultés de recrutement

Le manque de personnel et la situation en matière de recrutement restent un défi majeur pour de nombreuses entreprises (voir graphique 4). Le secteur de la santé, de la logistique ainsi que de larges pans de l'hôtellerie-restauration, notamment, font état de grandes difficultés. Le personnel ne peut être trouvé qu'au prix d'efforts importants et de salaires à l'embauche parfois élevés. En revanche, le recrutement est un peu moins ardu dans le secteur financier et dans certaines branches de l'industrie. En outre, quelques entreprises indiquent que le recrutement de spécialistes en technologies de l'information n'est plus aussi difficile qu'aux trimestres précédents.

Marges bénéficiaires plus basses, mais toujours durables

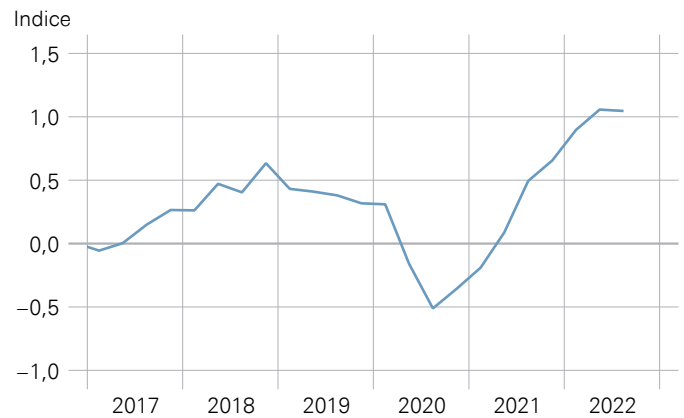
Les entreprises constatent un recul des marges (voir graphique 5) même si les chiffres d'affaires évoluent positivement. La hausse des prix d'achat, et plus particulièrement ceux de l'énergie, l'augmentation des salaires et le temps supplémentaire consacré au recrutement ne peuvent pas toujours être répercutés entièrement sur les prix de vente. Cela concerne notamment les entreprises de la construction, qui font état d'une vive concurrence et craignent en outre que les maîtres d'ouvrage ne soient pas toujours en mesure de supporter l'augmentation des coûts. Pour les entreprises exportatrices et celles qui sont exposées à une forte concurrence des importations, la récente appréciation du franc suisse a par ailleurs accru la pression sur les marges. Malgré ces facteurs modérateurs, seule une petite partie des entreprises continue de considérer que leurs marges ne sont pas durables.

Situation majoritairement stable en matière de liquidités

Pour la grande majorité des entreprises, la situation en matière de liquidités n'est toujours pas problématique. Près d'un dixième d'entre elles considère que leur situation est tendue. La raison invoquée n'est généralement pas une baisse des entrées de liquidités, mais l'augmentation des coûts résultant de la hausse des stocks ou, dans certains cas, des besoins d'investissement extraordinaires.

Graphique 4

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

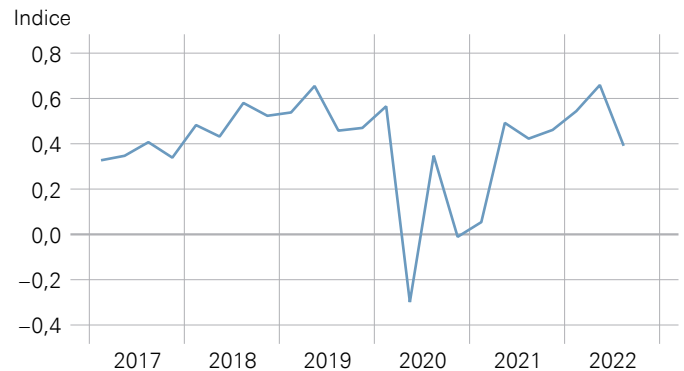


Les valeurs positives indiquent une augmentation des difficultés de recrutement, et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 5

QUALIFICATION DES MARGES



Façon dont les marges actuelles sont qualifiées. Les valeurs positives indiquent des marges confortables, les négatives, des marges inconfortables.

Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Dans le commerce, la marche des affaires reste peu dynamique. Pour de nombreuses entreprises, les chiffres d'affaires nominaux progressent sous l'effet de la hausse des prix; dans l'ensemble, toutefois, les chiffres d'affaires réels – c'est-à-dire corrigés des variations de prix –, stagnent en raison de l'affaiblissement partiel des impulsions de l'économie mondiale dans le commerce de gros. En revanche, le commerce de biens utilisés dans le secteur de la construction en Suisse a continué de croître. Dans le commerce de détail, la réouverture des restaurants et, de plus en plus, la baisse du pouvoir d'achat résultant de l'inflation freinent l'activité dans le secteur des denrées alimentaires. Dans le commerce automobile, la situation ne s'est pas encore normalisée. La vente de nouvelles voitures est toujours fortement entravée par les problèmes de livraison des constructeurs automobiles; les chiffres d'affaires se maintiennent donc à un bas niveau. L'intensification de la maintenance des véhicules existants et la vente de véhicules d'occasion compensent en partie cette situation.

Dans le tourisme et l'hôtellerie-restauration, les chiffres d'affaires se sont stabilisés à un niveau solide. Cela s'explique principalement par les répercussions positives de l'effet de rattrapage qui a suivi la levée des mesures d'endiguement du Covid-19, et par le redressement de la marche des affaires dans la restauration et dans la branche du tourisme à orientation internationale, observés aux trimestres précédents. Dans le même temps, le tourisme domestique ne peut plus renouer avec les résultats records de l'année passée, lorsque la demande intérieure était soutenue par les restrictions imposées aux déplacements à l'étranger.

Dans le secteur financier, la croissance reste modérée. Le marché hypothécaire est stimulé par une demande de logements en propriété qui se montre solide jusqu'à présent, malgré la hausse des taux d'intérêt.

Dans les entreprises des technologies de l'information et de la communication, les chiffres d'affaires poursuivent leur progression. Le potentiel de croissance dans cette branche reste élevé du fait de la transformation numérique et du besoin croissant en solutions de cybersécurité. La forte demande ne peut cependant pas toujours être entièrement satisfaite, car des postes restent parfois vacants. La persistance de la situation tendue sur le marché du travail entraîne en outre des coûts salariaux plus élevés et pèse sur les marges.

Dans la plupart des branches industrielles, la marche des affaires affiche toujours une évolution positive. Cela vaut notamment pour l'industrie horlogère et la branche pharmaceutique. La plupart des fabricants de machines et d'équipements électroniques signalent également des carnets de commandes toujours bien remplis. La situation des fournisseurs de l'industrie automobile présente une

évolution contrastée. D'une part, ils sont particulièrement touchés par le manque de semi-conducteurs et l'insécurité ainsi créée freine la propension à investir. D'autre part, l'évolution rapide des technologies de propulsion offre également des opportunités pour les entreprises suisses, car elles profitent d'investissements réalisés dans de nouvelles chaînes de production de l'industrie automobile.

Malgré l'accroissement des volumes, la pression sur les marges se fait sentir pour les entreprises industrielles. Du côté des coûts, la hausse des prix des biens intermédiaires et des matières premières ainsi que l'augmentation des prix de l'énergie, notamment, se traduisent par des marges plus faibles. Les entreprises qui se trouvent au début de la chaîne de valeur, par exemple les industries de transformation de matériaux tels que l'acier ou, en partie, le plastique, qui sont de grosses consommatrices d'énergie, sont particulièrement concernées par la hausse des prix de l'énergie. Sur le plan des recettes, le franc suisse qui se renforce rapidement réduit les marges, notamment pour les entreprises dont les possibilités d'adaptation des prix à court terme sont limitées.

La construction profite de la situation toujours aussi favorable au niveau des commandes. Les entreprises du bâtiment et du second œuvre, en particulier, tournent à plein régime grâce à la persistance d'une forte demande en surfaces de logement. L'activité est en outre soutenue par des besoins croissants en rénovations énergétiques. Néanmoins, la construction souffre particulièrement de la hausse des prix des matériaux. Ainsi, dans le bâtiment notamment, les marges se sont considérablement contractées en dépit de clauses de renchérissement. Par ailleurs, certaines entreprises de la construction craignent que la progression continue des coûts de construction entraîne un recul de la demande.

Renforcement des effectifs malgré une vision moins optimiste de l'évolution des chiffres d'affaires

Pour les deux prochains trimestres, les entreprises s'attendent à ce que la hausse des chiffres d'affaires se poursuive (voir graphique 6). L'optimisme s'est toutefois réduit en raison de la croissance plus faible de la demande mondiale. Dans le même temps, la demande intérieure, robuste jusqu'ici, et le bon niveau des carnets de commandes continuent de soutenir l'activité.

Les entreprises prévoient de renforcer leurs effectifs au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 7). Nombre d'entre elles les considèrent trop justes actuellement. En outre, la croissance attendue des chiffres d'affaires se traduit par des besoins accrus en personnel. Compte tenu de la situation tendue sur le marché du travail et de l'accélération de l'inflation, les entreprises interrogées prévoient d'augmenter les salaires de 2,4% en moyenne l'an prochain. Cette année, leur progression s'élève à 1,7% (voir graphique 8).

La bonne utilisation des capacités techniques, l'accroissement des besoins en surfaces de stockage et les extensions nécessaires de l'infrastructure informatique entraînent une poursuite de la croissance des investissements prévus. Les dirigeantes et dirigeants d'entreprises citent également comme un facteur décisif à cet égard le manque de personnel, auquel diverses entreprises répondent par des investissements accrus dans l'automatisation. En outre, les entreprises sont plus nombreuses à prendre des mesures visant à réduire les coûts énergétiques.

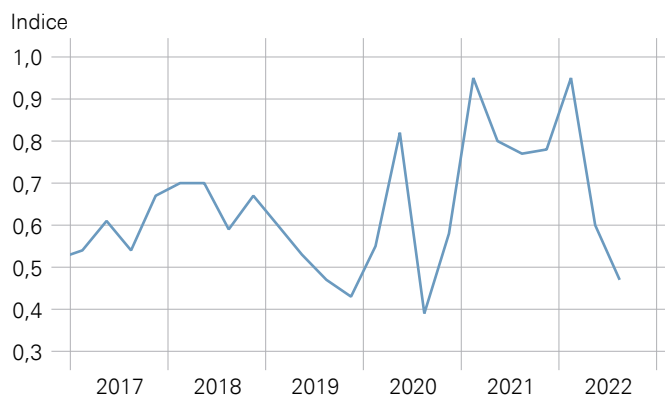
Léger tassement de la croissance des prix d'achat et de vente

Voyant que la situation en matière d'approvisionnement se détend légèrement, les entreprises tablent sur des augmentations notables des prix d'achat, mais dans une mesure moindre qu'aux trimestres précédents. Les anticipations diffèrent en fonction des types de produits. Tandis que les entreprises s'attendent à de fortes hausses des prix persistantes pour les sources d'énergie et certains produits électroniques, elles n'escomptent pas de nouvelles augmentations et prévoient même des baisses de prix pour les matières premières telles que l'acier ou le bois.

En ce qui concerne les prix de vente, un léger ralentissement de leur progression se dessine. Les entreprises l'expliquent par la vive concurrence et par la contraction de la demande due à la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Cela concerne tout particulièrement le commerce de détail. Toutefois, une grande partie des entreprises devront continuer à répercuter la hausse des coûts sur leurs prix de vente afin de stabiliser leurs marges.

Graphique 6

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE

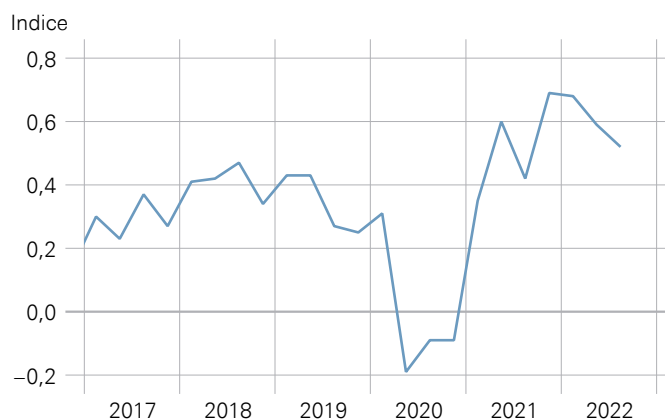


Évolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 7

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS

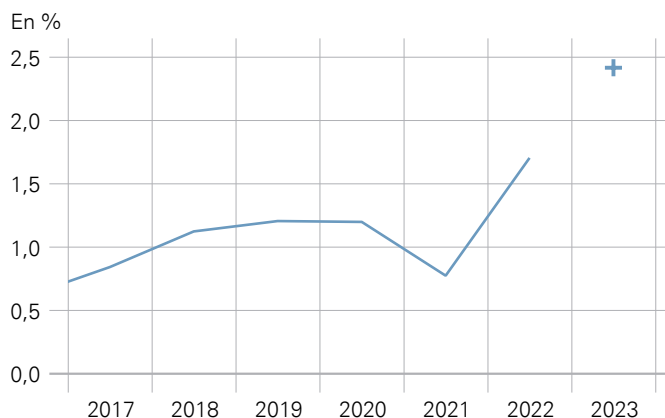


Évolution attendue des effectifs pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

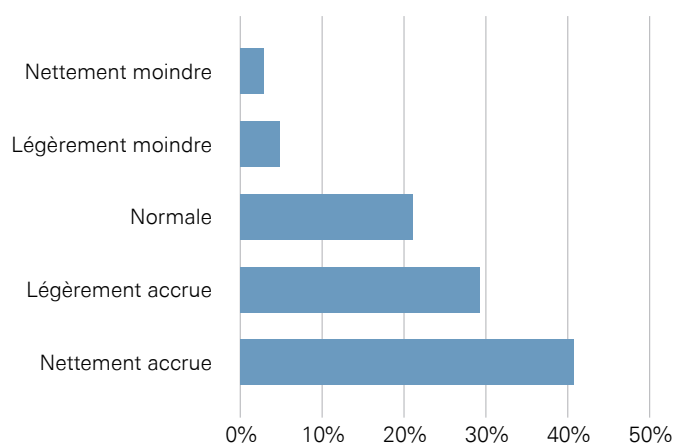
Graphique 8

HAUSSES DES SALAIRES



Hausse moyenne des salaires attendue pour 2023 (croix) et hausses annuelles décidées (ligne).

Source: BNS.

INCERTITUDE

Incertain sur la marche des affaires au cours des deux prochains trimestres.

Source: BNS.

Multiplés difficultés et incertitude élevée

Les perspectives globalement favorables concernant les débouchés sont obscurcies par une multitude de difficultés et d'impondérables. L'incertitude quant à l'évolution de la marche des affaires est extrêmement élevée dans l'esprit des entreprises. Ainsi, près de 70% des entreprises interrogées font état d'une incertitude accrue à cet égard au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 9).

Pour un grand nombre d'entreprises, le risque de pénurie énergétique est devenu la préoccupation majeure. Cela ne vaut pas seulement pour celles qui ont de forts besoins énergétiques; dans l'industrie et les services, toutes s'attendent à de grandes difficultés en cas de pannes d'électricité, surtout si celles-ci devaient survenir de manière inopinée.

La hausse significative de l'inflation à l'échelle internationale, qui complique la fixation des prix et réduit la sécurité en matière de planification, suscite également de l'inquiétude. En outre, les entreprises redoutent que la forte réduction des revenus réels affaiblisse la demande de biens de consommation et se traduise par un fléchissement généralisé de la demande globale.

De plus, la situation sur le marché des changes focalise davantage l'attention. Les entreprises exportatrices et celles qui sont exposées à une intense concurrence des importations observent avec inquiétude la rapidité avec laquelle le franc suisse s'est apprécié.

S'y ajoutent des impondérables qui avaient déjà fortement préoccupé les entreprises aux trimestres précédents. L'incertitude concernant l'évolution de l'économie mondiale reste très forte. À cet égard, les interlocutrices et interlocuteurs évoquent souvent la fragilité des chaînes de valeur internationales du fait des tensions géopolitiques. Ainsi, un durcissement du conflit entre Taïwan et la Chine pourrait avoir des conséquences majeures sur la disponibilité des composants électroniques. En outre, les entreprises sont toujours mises à rude épreuve par la situation tendue sur le marché du travail. La majorité d'entre elles n'attendent aucune amélioration au cours des prochains trimestres. Elles ne sont donc pas sûres de parvenir à mettre en œuvre leurs plans de recrutement. Enfin, un certain nombre d'interlocutrices et d'interlocuteurs indiquent que la pandémie de coronavirus pourrait reprendre.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

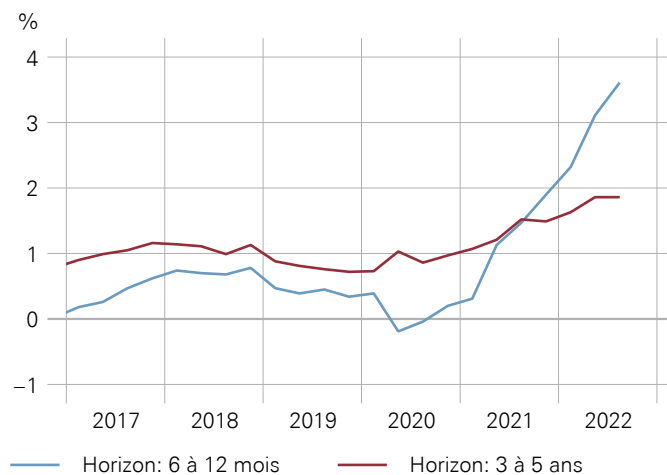
Les déléguées et délégués interrogent également les responsables d'entreprises sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme.

Les anticipations d'inflation à court terme mesurées par l'indice des prix à la consommation ont continué d'augmenter: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à 3,6% en moyenne, contre 3,1% au trimestre précédent (voir graphique 10). D'une part, cette nouvelle hausse est justifiée par la forte progression de l'inflation observée au cours des mois passés. D'autre part, la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation constante des prix à la production devraient continuer de se refléter dans les prix à la consommation.

Néanmoins, les interlocutrices et interlocuteurs estiment toujours que l'inflation décroîtra à moyen terme. Ainsi, leurs anticipations pour les trois à cinq prochaines années sont restées stables à 1,9%, soit une valeur comprise dans la fourchette que la BNS assimile à la stabilité des prix. Les personnes interrogées soulignent le rôle important que les banques centrales sont amenées à jouer pour garantir la stabilité des prix à moyen terme.

Graphique 10

ANTICIPATIONS D'INFLATION



Source: BNS.

À propos des Signaux conjoncturels

Approche

Les déléguées et délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des membres de la direction d'entreprises de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, plus de 200 entreprises sont ainsi interrogées. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du PIB et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, l'administration publique et l'agriculture sont exclues des entretiens. Les entreprises qui sont prises en compte dans l'échantillon emploient en règle générale au moins 50 personnes. Cet échantillon change chaque trimestre.

Durant les entretiens, les déléguées et délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agréger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur -1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur -2).

Interprétation des graphiques

Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires

Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS \ Relations avec l'économie régionale.

Éditeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 11 50
Fax: +41 (0)58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du *Bulletin trimestriel* paraît en langues française (ISSN 1423-3797), allemande (ISSN 1423-3789) et italienne (ISSN 2504-3544).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Publications économiques, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Ökonomische Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Economic publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien: www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale (ISSN 2504-480X)

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisatrice ou à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer personnellement, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2022